

# Économie

## Le PIB en Bretagne depuis 1990 : une croissance plus forte qu'en moyenne nationale jusque 2006, mais généralement plus faible ensuite

*Poursuivant son rattrapage économique, la Bretagne a vu son produit intérieur brut croître plus fortement qu'en moyenne nationale notamment entre 1990 et 2003. L'écart de croissance s'est ensuite réduit pour finalement s'inverser à partir de 2007. Depuis, la récession observée partout en France en 2008 et 2009 s'est manifestée de façon particulière en Bretagne, se prolongeant jusqu'en 2010. Trois secteurs d'activité sont plus particulièrement touchés : la construction, le commerce et les services aux entreprises. Le secteur tertiaire, qui produit 75 % de la valeur ajoutée régionale, demeure le plus contributeur en termes de croissance. Mais l'industrie et l'agriculture, bien que perdant des emplois, maintiennent leurs poids respectifs dans la constitution de la valeur ajoutée.*

**E**n 2011, le produit intérieur brut (PIB) de la Bretagne s'élève à près de 82 milliards d'euros. En volume, c'est à dire après prise en compte de l'inflation, il a augmenté de 45 % depuis 1990, soit une croissance moyenne de 1,8 % par an. Ce rythme sur la période 1990-2011 est supérieur à celui de la France métropolitaine (+ 1,5 %) et de la France de province (+ 1,4 %) et place la région au 6<sup>e</sup> rang des régions françaises.

### Depuis 2007, une croissance moindre qu'au niveau national

Toutefois, différentes périodes se distinguent, au sein de ces deux décennies (Figure 1).

Tout d'abord, au cours de la période 1990-2003, dans la poursuite de son rattrapage économique amorcé dans les années 1950, la Bretagne voit son PIB croître

nettement plus qu'en France métropolitaine : + 2,4 % en moyenne annuelle contre + 1,8 %. La Bretagne est même la seconde région la plus dynamique sur la période, derrière les Pays de la Loire, et la première pour la seule année 2000 (+ 5,7 %). Par ailleurs, la crise de 1993 a été à peine perceptible en Bretagne (- 0,2 % contre - 1,1 % pour l'ensemble des régions de province).

Ensuite, entre 2003 et 2007, la croissance bretonne s'accélère certes (+ 2,7 % en moyenne annuelle) mais l'écart se réduit par rapport au niveau national, la progression du PIB métropolitain atteignant 2,3 % en moyenne par an. La région descend à la 5<sup>e</sup> place pour la croissance sur cette période. En 2007, la croissance bretonne devient inférieure à la moyenne nationale, tombant à

0,5 %, et positionnant la région au 20<sup>e</sup> rang national.

Enfin, les années 2008 à 2010 constituent trois années de décroissance en Bretagne (Figure 2), alors que le PIB national ne baisse qu'en 2008 et 2009.

En 2011, le PIB breton connaît certes un sursaut de 3 % qui permet un rattrapage sur la moyenne nationale, mais il n'a cependant pas encore retrouvé son niveau de 2007 en volume.

Finalement, sur l'ensemble de la période 1990-2011, le poids de la Bretagne dans l'ensemble de la richesse nationale (PIB) augmente peu : de 4 % en 1990 à 4,2 % en 2011, après avoir connu un maximum à 4,4 % entre 2004 et 2006.

Ce poids économique de la région reste inférieur à son poids démographique (4,9 % en 1990 et 5,1 % en 2011) et à sa part en emplois (respectivement 4,6 % et 4,9 %). En cause notamment, le poids économique important de l'Île-de-France qui représente 30 % du PIB français alors que cette région abrite 19 % des habitants et 23 % des emplois. Cela s'explique par l'attraction des entreprises à forte valeur ajoutée pour ce territoire de dynamisme économique.

### Le secteur tertiaire : principal contributeur à la croissance

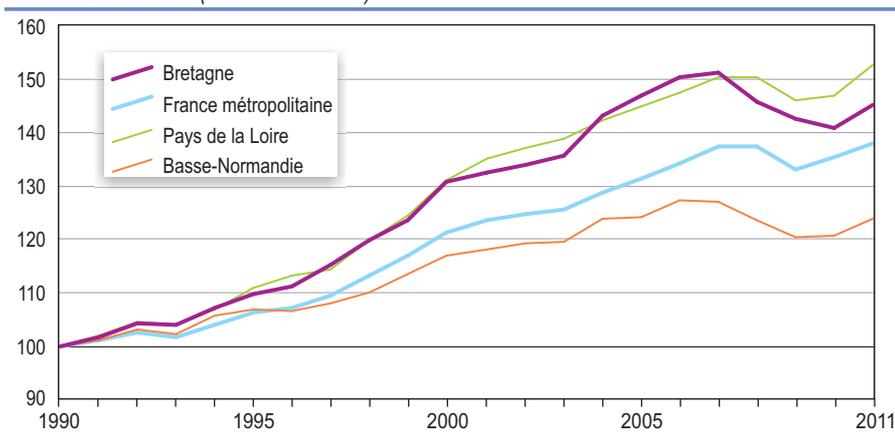
Le secteur tertiaire est le premier moteur de la croissance économique. Les régions les plus orientées vers les activités tertiaires (Pays de la Loire, Languedoc-Roussillon, Poitou-Charentes) ont bénéficié des plus fortes croissances entre 1990 et 2007.

Le tertiaire marchand représente actuellement 42 % des emplois bretons et 52 % de la valeur ajoutée régionale, soit neuf points de plus qu'en 1990. Ce secteur contribue à hauteur de 70 % à la croissance de la valeur ajoutée régionale sur la période 1990-2011 (Figure 3). Son développement a été nettement plus spectaculaire en Bretagne que dans les autres régions, le poids du secteur dans la valeur ajoutée de l'ensemble des régions de province n'ayant gagné que quatre points (de 47 % à 51 %) sur cette même période.

Le mouvement de tertiarisation des emplois a donc permis à la Bretagne de poursuivre son rattrapage économique par rapport à la moyenne nationale entre 1990 et 2007. Les

Figure 1 - La croissance bretonne repart en 2011

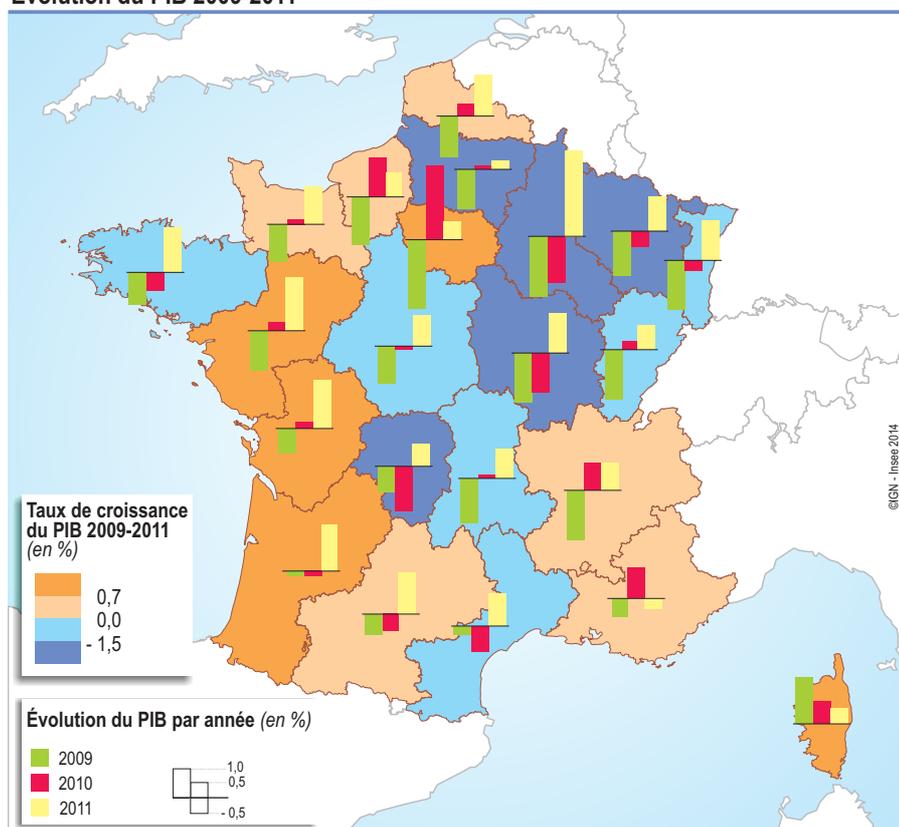
Évolution du PIB\* (base 100 en 1990)



\* Pib en volumes chaînés  
Source : Insee, Comptes régionaux

Figure 2 - Décroissance du PIB en Bretagne sur les années 2009-2011

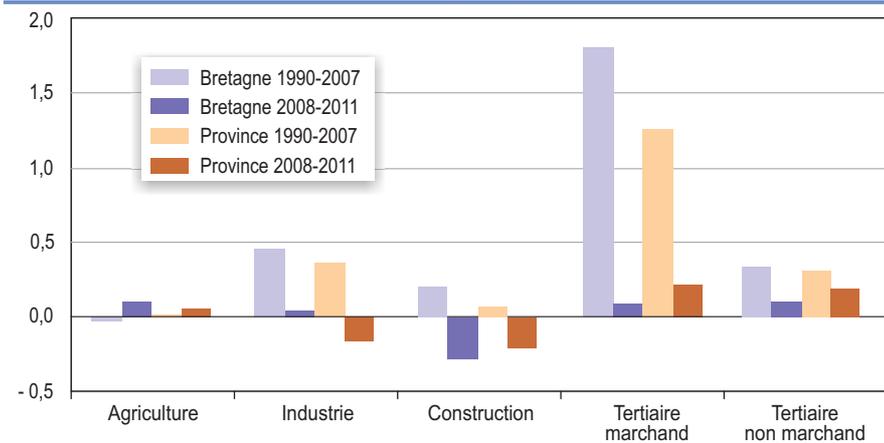
Évolution du PIB 2009-2011



Source : Insee, Comptes régionaux

Figure 3 - Un essoufflement du tertiaire sur les années récentes

Contribution à la croissance de la valeur ajoutée par an (en %)



Source : Insee, Comptes régionaux

secteurs les plus dynamiques sont le commerce, les services aux entreprises (activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien), les activités immobilières et les services d'information. Mais la crise de 2008 a marqué un coup d'arrêt à cette impulsion. Le commerce et les services aux entreprises subissent fortement la récession de 2008-2009. La chute de leur valeur ajoutée dépasse les deux milliards d'euros en deux années et représente 54 % de la baisse observée sur la totalité des secteurs au sein de la région.

L'industrie bretonne regroupe 15 % des emplois salariés. Elle produit également 15 % de la valeur ajoutée régionale et contribue pour 17 % à la croissance de celle-ci. La valeur ajoutée industrielle s'est accrue de 60 % entre 1990 et 2007 en Bretagne, contre 36 % au niveau national. Mais les années 2008 et 2009 ont vu cette valeur ajoutée baisser de 8 %. Deux activités sont particulièrement touchées : la construction automobile (-28 % en 2009) et la fabrication de matériels électriques (-15 % en 2009). L'industrie agroalimentaire se maintient suite à une succession de gains et de pertes entre 2007 et 2011. Les difficultés des principales entreprises bretonnes (Doux, Gad, Tilly-Sabco) n'éclatent qu'en 2012 et 2013.

La construction immobilière est un autre secteur fortement touché par la récession. Alors que sa valeur ajoutée a progressé de 51 % entre 1990 et 2007, elle a ensuite chuté de 22 % de 2007 à 2010 (soit 10 points de plus qu'au niveau national). Ce repli a représenté une perte de plus d'un milliard d'euros. Cette crise a également provoqué une diminution de 6 % des effectifs salariés<sup>1</sup> de 2008 à 2011. Cette baisse se prolonge en 2012 et 2013.

Les résultats de l'agriculture bretonne en termes de valeur ajoutée oscillent entre 2 et 2,6 milliards d'euros selon les années. Les très bons résultats de l'année 2011 permettent à ce secteur de contribuer à hauteur de 0,5 point à la croissance de la valeur ajoutée bretonne. Cependant, le poids de ce secteur dans la valeur ajoutée totale reste modeste (3,8 %) ce qui situe la région sur ce critère au 4<sup>e</sup> rang national.

### Une croissance économique liée à la croissance démographique

L'évolution économique de chaque région résulte non seulement de son profil d'activité, mais aussi d'une dynamique propre au territoire. Entre 1990 et 2007, cette dernière a été plus favorable en Bretagne ainsi que dans les autres régions de l'ouest, le pourtour méditerranéen et Rhône-Alpes. Dans ces régions, la croissance du PIB est très liée à celle de la population. En effet, l'activité tend à se développer davantage dans les territoires devant répondre aux besoins d'une population croissante. Par ailleurs, le dynamisme économique tend à renforcer l'attractivité migratoire.

Cependant, la dynamique qui a porté la Bretagne dans le passé s'est quelque peu enrayée en raison de la crise des années 2008-2009 qui s'est prolongée en 2010 en Bretagne plus qu'ailleurs. L'année 2011 montre, certes, une embellie pour toute la façade atlantique, mais ce bref élan économique risque fort d'être brisé par le ralentissement observé au niveau national en 2012-2013.

Avec un PIB par habitant de 25 400 euros en 2011, la Bretagne se classe au 12<sup>e</sup> rang des

régions métropolitaines, légèrement en dessous de son niveau de 2007 (25 800 €). En 1990, elle se plaçait au 19<sup>e</sup> rang avec 14 400 euros par habitant.

### Une transformation des activités sans impact significatif sur la valeur ajoutée

En 20 ans, l'économie bretonne s'est transformée : moins industrielle et davantage tertiaire. Cette transformation est surtout visible en termes d'emplois, alors que la composition sectorielle de la valeur ajoutée évolue peu.

La part des emplois tertiaires bretons est passé de 65 % à 74 % durant la période. Dans le même temps, la part de la valeur ajoutée créée dans ce secteur n'a augmenté que d'un point (74 % en 1990 et 75 % en 2011).

L'industrie bretonne a perdu près de 22 000 emplois depuis 2001. Pour autant, sa part dans la valeur ajoutée ne diminue pas. L'intensité capitaliste s'accroît, ce qui augmente la richesse produite par emploi qui passe de 34 000 euros en 1990 à 55 000 euros en 2011 (Figure 4).

De même, l'agriculture a perdu 56 000 emplois depuis 1990, en passant de 11 % à 5 % des emplois bretons. Cependant, son poids baisse peu au sein de la valeur ajoutée (de 5 % à 4 %).

### Une faible productivité apparente en Bretagne

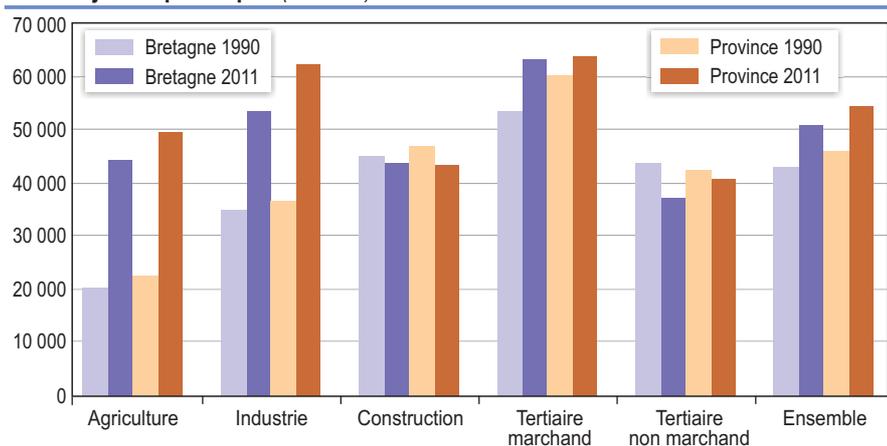
Le PIB par emploi s'élève en Bretagne à 63 100 euros en 2011. Cette productivité apparente du travail est inférieure à la moyenne des régions de province (67 200 €) et a fortiori à la moyenne nationale (74 490 €). Sur ce critère, la Bretagne ne se classe qu'au 20<sup>e</sup> rang des régions métropolitaines devant les régions Basse-Normandie et Limousin. Après une progression de 67 % de cet indicateur entre 1990 et 2007 (soit 7 points de plus qu'au niveau national), son niveau stagne depuis quatre ans tandis que l'indicateur national a gagné 6 %.

Le niveau relativement faible de la valeur ajoutée créée par emploi en Bretagne s'explique par son orientation économique, notamment au sein des secteurs agricoles et industriels. Dans ce domaine, la Bretagne se

<sup>1</sup> - Emplois estimés en fin d'année et non pas en moyenne annuelle

Figure 4 - Des gains de productivité dans l'agriculture et l'industrie

Valeur ajoutée par emploi (en euros)



Source : Insee, Comptes régionaux

montre désormais en retrait par rapport à la moyenne des régions de province dans toutes ses activités industrielles. La situation s'est nettement et brusquement dégradée en 2008-2011 pour la construction automobile et la fabrication de matériels électriques ou électroniques. Par rapport aux autres régions, la Bretagne attire moins d'entreprises industrielles à haute valeur ajoutée, à forte qualification et bénéficiant d'un fort potentiel de développement.

■ Michel Rouxel - Insee

## Pour comprendre ces résultats

### Sources

Les comptes régionaux sont publiés en base 2005, suite notamment à la prise en compte de la nouvelle nomenclature d'activités NAF « rév. 2 ». Ils ont été rétopolés jusqu'en 1990 en utilisant des tables de passage entre l'ancienne et la nouvelle nomenclature. Depuis 2008, l'estimation des valeurs ajoutées régionales des branches marchandes (hors agriculture) repose sur l'utilisation des fichiers sur les comptes des entreprises issus du dispositif Esane (Elaboration des statistiques annuelles d'entreprises) et du fichier Clap (Connaissance locale de l'appareil productif). Ce dernier permet d'opérer la régionalisation des comptes des entreprises en fonction de la masse salariale des établissements. La valeur ajoutée d'une entreprise est ainsi régionalisée au prorata de la masse salariale de chacun de ses établissements. Dans le cas des services non marchands (administration publique en particulier), la régionalisation est effectuée en fonction des seules rémunérations versées aux salariés de ces secteurs (à partir de la source Clap). La branche agriculture est régionalisée en utilisant directement les comptes élaborés par le ministère de l'Agriculture. Les valeurs ajoutées des établissements sont ensuite agrégées par secteur d'activité et par région. La structure des valeurs ajoutées régionales déterminée sur cette base est appliquée au PIB national pour l'estimation des PIB régionaux. La prise en compte de la source Esane à partir de 2008 a pu introduire des ruptures de série, rendant délicate l'interprétation des évolutions entre 2007 et 2008.

### Définitions

**PIB** : Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il est égal à la somme des valeurs ajoutées augmentées des impôts sur les produits moins les subventions sur les produits.

**Valeur ajoutée** : Solde du compte de production. Elle est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire. Pour les activités non marchandes, la valeur de la production est estimée égale au coût de production du service.

## Pour en savoir plus

- [Croissance dans les régions : davantage de disparités depuis la crise](#) / Luc Brière et Élise Clément. - Dans : *Insee Première* ; n° 1501 (2014, juin). - 4 p.
- [Trente ans de démographie des territoires : le rôle structurant du bassin parisien et des très grandes aires urbaines](#) / François Clanché. - Dans : *Insee première* ; n° 1483 (2014, janv.). - 4 p.
- [Avant et après les chocs pétroliers : l'économie française de 1949 à 2012](#) / Ronan Mahieu. - Dans : *Trente ans de vie économique et sociale* - Insee Références (2014, janv.). - P.11-20.
- Insee Bretagne ([www.insee.fr/fr/regions/bretagne](http://www.insee.fr/fr/regions/bretagne))
- Insee ([www.insee.fr](http://www.insee.fr))

Directeur de la Publication : Michel Guillemet

Rédacteur en chef : Jean-Marc Lardoux

Composition : Jean-Paul Mer

ISSN 2105-1151 - © Insee 2014 - Dépôt légal : 2<sup>e</sup> trimestre 2014

INSEE Bretagne

36, place du Colombier  
CS 94439  
35044 RENNES Cedex

Pour tout renseignement statistique :  
09 72 72 40 00 (tarification appel local)